

Tensions autour des zones humides : « Cet acte insupportable nous fait honte »

Lucie Beaupérin

Les défenseurs de l'agriculture biologique se sont retrouvés à Pontchâteau pour dénoncer haut et fort, ce mardi 27 mai 2025, l'agression d'une technicienne environnementale à Missillac. Et le soutien apparent de la présidente de la chambre d'agriculture à l'agresseur présumé.

Je voudrais quand même remercier publiquement le courage de cette technicienne d'avoir témoigné dans la presse de son agression. Et au-delà, dire que c'est tout le monde agricole qui doit se mobiliser pour dire qu'on ne doit pas laisser faire ce genre de pratiques ! À l'appel de Marie Savoy, représentante de la Confédération paysanne, la jeune femme qui a porté plainte pour agression le 5 février dernier contre un agriculteur de Missillac, bien qu'absente, aura été symboliquement applaudie en fin de manifestation par les agriculteurs. Son tort : elle inventoriait pour la collectivité des zones humides dans son champ sans son accord. [Ils étaient 150 environ ce mardi devant la chambre d'agriculture de Pontchâteau à avoir répondu à l'appel conjoint de la Confédération paysanne, du GAB 44 et du CIVAM.](#)

Climat d'impunité

Au micro, des paysannes en majorité. Avec dans le viseur, les propos tenus dans la presse par la présidente de la chambre d'agriculture, Carmen Suteau, après cette agression à Missillac.

Elle a dit que M. Bernier (l'agriculteur, ancien président de la FNSEA 44 visé par la plainte, Ndlr) était sûrement fatigué et que la jeune femme était trop sensible. C'est pourquoi nous sommes là. Les gens comme toi mériteraient d'être égorgés, lui aurait-il notamment dit.

Des propos pareils contribuent à perpétuer un climat d'impunité déjà trop présent. Les violences ne relèvent pas d'une question de sensibilité mais d'une exigence de justice, dénonce une administratrice du CIVAM.

Les organisateurs avaient demandé à rencontrer la présidente de la chambre ou, à défaut, des élus mais personne n'est là. Pour nous, c'est un manque de courage politique et de décence ! Discrète depuis le début sur l'affaire, Danielle Cornet, maire de Pontchâteau, a créé la surprise en intervenant : Je suis là pour dénoncer toute forme d'agression et de violence. Ces propos sont inqualifiables. Nous n'acceptons pas que des agents de la fonction publique se fassent agresser dans l'exercice de leurs fonctions. Par mail, la présidente a finalement proposé un rendez-vous le 16 juin prochain. La lettre qui lui était destinée a été collée sur les vitres du bâtiment, protégé par les forces de l'ordre. Une délégation rencontrait dans le même temps Jean-Louis Mogan. Le président (DVD) de la communauté de communes de Pontchâteau avait ouvertement défendu, lui aussi dans la presse, l'agriculteur visé par l'enquête. Il a plaidé une communication maladroite, n'ayant pas toutes les infos .

[**LIRE AUSSI.**Un climat de tension autour des zones humides, une technicienne agressée verbalement](#)

« Augmentation des faits de violence physique ou verbale »

Cet acte insupportable nous fait honte , témoignent des manifestants. Ils déplorent, depuis un an et demi, un climat de peur et de mépris croissant : Partout en France, nous sommes témoins d'une augmentation des faits de violence physique ou verbale envers les agents de terrain, que ce soit de l'OFB, des bassins versants ou de cabinets d'étude. Ces agissements de plus en plus décomplexés nous inquiètent. On ne se reconnaît pas dans cette image . Antoine Baron, président de la confédération paysanne 44, développe : Localement, ça se traduira par les difficultés des petits agriculteurs d'accéder au foncier quand un agriculteur FNSEA a envie de s'agrandir en face, par exemple . Ajoutez à tout cela le feuilleton sans fin de la loi Duplomb (lire ci-contre), Gérard Macé, du GAB 44, se désole : En période de changement climatique, c'est un recul dramatique pour la santé, la qualité des eaux et toutes les pollutions de l'environnement .

[**LIRE AUSSI.**Tensions autour des zones humides : les élus veulent calmer le jeu](#)

Climat de méfiance général en zone rurale ?

Jean-François Guitton, agriculteur à Pontchâteau, affirme : J'ai reçu beaucoup de messages de gens qui auraient aimé venir parce qu'ils condamnent aussi l'agression mais qui ne pouvaient pas être vus là s'ils voulaient continuer de travailler sereinement... Ils sont agriculteurs, vétérinaires ou travaillent pour des syndicats d'eau. C'est la preuve de la façon de faire de la FNSEA, qui intimide et dirige tout en sous-main », prétend l'ancien représentant syndical. Du côté des élus, la volonté de ne vexer personne est manifeste.

Jean-Louis Mogan est revenu sur ses propos. Et la maire de Pontchâteau insistait : nous avons travaillé dans d'excellentes conditions avec la chambre d'agriculture pour réviser notre PLU, avec des représentants de tous les courants donc je veux aussi dénoncer le risque d'amalgame ! L'auteur de cette agression n'engage que lui-même. Et le silence de certaines collectivités sur cette affaire est assourdissant.